Études littéraires africaines

Belgique

Pierre Halen et Paul Kerstens

Numéro 17, 2004

Équipes, lieux, projets de recherche sur les littératures africaines

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041502ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1041502ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'Étude des Littératures africaines (APELA)

ISSN

0769-4563 (imprimé)

2270-0374 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Halen, P. & Kerstens, P. (2004). Belgique. *Études littéraires africaines*, (17), 22–24. <https://doi.org/10.7202/1041502ar>

La recherche africaniste en Belgique avait, à l'époque des indépendances africaines, un bilan assez considérable à mettre à son actif, bilan dont l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer, ancien Institut Colonial, tint à publier l'inventaire. Il concernait essentiellement, bien entendu, le Congo, le Rwanda et le Burundi. Par ailleurs, la littérature, et les cultures modernes en général, y étaient assez faiblement représentées par rapport aux sciences de la nature, à la linguistique et à l'ethnologie, disciplines majeures du Musée Royal de l'Afrique centrale, anciennement Musée du Congo Belge à Tervuren. Ceci, en dépit des efforts, notamment, de Gaston-Denys Périer ou de Joseph-Marie Jadot.

La cassure psychologique des indépendances a modifié cette tradition bien installée, qui s'est poursuivie mais sur un mode mineur. Les professeurs et les chercheurs des anciens Instituts de recherche qui avaient été créés après 1945 en Afrique centrale ont été peu (ou pas) intégrés dans les universités et laboratoires en Belgique, ce qui a provoqué un véritable *brain drain* d'expertise. La recherche sur les cultures africaines avait été considérée plutôt comme une science auxiliaire pour les études historiques, linguistiques ou ethnographiques ; elle perdait donc beaucoup de son importance et de sa pertinence dès lors que ces études furent progressivement défavorisées au bénéfice des études politiques et économiques concernant l'Afrique.

Dans le domaine des études littéraires, force est de constater que la Belgique dans son ensemble a largement manqué l'occasion de profiter de sa position privilégiée dans l'espace francophone. Au lieu de s'ouvrir à cet espace dans sa dynamique, et de proposer une alternative par rapport à la France, elle ne s'est pas dotée de chercheurs et de laboratoires dans ce domaine où elle aurait pu jouer un rôle important. A l'heure actuelle, la dimension littéraire continue à faire défaut, pour l'essentiel dans les travaux de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer ou du Musée de Tervuren. Dans les universités francophones, peu a été fait, et la thèse fondatrice de Lilyan Kesteloot en 1960 est une exception. Albert Gérard, qui a enseigné la littérature comparée à l'Université de Liège après l'avoir fait à Lubumbashi, n'a guère pu que consacrer sa recherche à l'Afrique - il a notamment dirigé la thèse de Mukala Kadima Nzuji -, et constitue malheureusement un cas isolé. Le cours qu'il avait initié a été assuré ensuite par un anthropologue, puis par Claudette Sarlet, alors déjà à la retraite, au titre de vacataire. Pour le reste, les intérêts liégeois sont surtout dirigés vers le Québec. A l'Université de Louvain, aujourd'hui à Louvain-la-neuve, Georges Jacques donne depuis longtemps un cours de littérature française hors de France (sauf la Belgique), dans le cadre duquel il a pu former plusieurs docteurs, notamment burundais ; mais pas plus qu'à Liège ou à Bruxelles, il n'y a de fonds documentaire digne de ce nom. On relèvera, pour être complet, la spécialisation en français langue étrangère,

qui s'est développée à Louvain-la-neuve, mais qui s'est davantage tournée, en fait d'interculturalité, vers les milieux de l'immigration. A Bruxelles, on notera également les activités de Jacques Marx, bon connaisseur du Maghreb. En somme, la France et la Belgique (dont la littérature s'est en quelque sorte redécouverte à partir des années 1975, et a ainsi absorbé bien des moyens), plus lointainement le Québec, ont bénéficié de l'essentiel des curiosités littéraires francophones à l'Université.

La situation n'est pas meilleure en Flandre. L'Université de Gand est la seule à offrir un programme "africaniste" complet. Son Département de Langues et Cultures Africaines, inauguré en 1958, présente un cours de littératures africaines dans chaque année d'études. Cependant, ces cours sont tributaires des traditions africanistes belges et s'intéressent principalement aux littératures orales et traditionnelles, ce qui est également le cas pour un cours bi-annuel qu'offre l'Université de Louvain-la-neuve. Il n'y a pas de recherches approfondies sur les littératures contemporaines, et les thèses sur ce sujet sont souvent dirigées par d'autres professeurs que le titulaire des cours de littérature. Le Département n'a pas formé de docteurs dans ce domaine.

Le *Postcolonial Literatures Research Group* de l'Université d'Anvers est par contre orienté vers le contemporain. Sous la direction de Kathleen Gyssels, cette équipe travaille principalement sur les littératures antillaises ; ce groupe de recherche est le seul en Flandre qui se soit associé à l'APELA. Pour les domaines hispanophones, lusophones et même anglophones, en dépit de certaines activités isolées, on n'a pas vu davantage se mettre en place une recherche concertée. Ni les littératures de l'Afrique subsaharienne ou du Maghreb, ni celles des Antilles, ne sont présentes dans les programmes des départements de littératures anglaises ou françaises en Belgique. Les études portugaises sont bien développées à l'Université de Gand et des cours de littératures africaine et brésilienne sont intégrés dans leur programme, pour autant que ces sujets soient dans les compétences et les préférences du maître de conférence qui leur est attribué par l'Instituto Camões.

Il est raisonnable de voir dans tout cela le résultat de très anciens réflexes nationaux, qui privilégient les activités "sérieuses" des sciences exactes ou alors une vision ethnifiante des sociétés exotiques ; lorsque ce n'est pas le cas, ces réflexes sont tournés avant tout vers Paris, et peu spontanément ouverts en direction de mondes plus lointains. Gaston-Denys Périer, dès les années 20, stigmatisait déjà ce qu'il appelait l'absence de "colonisation culturelle". Cette absence peut expliquer le manque de recherches sur les littératures contemporaines en Belgique ainsi que dans les ex-colonies belges, et même la précarité de ces littératures par rapport à celles des pays ex-français, anglais ou portugais de la région. Mais, dans une certaine mesure, l'espèce de blessure symbolique constituée par les modalités de la décolonisation du Congo, dont le résultat fut un désistement intellectuel de la part de la Belgique, et plus tard par les menées

mobutistes, sont une autre partie de l'explication.

En dehors des universités, diverses institutions ont néanmoins fait un travail important de diffusion, comme l'association CEC à Bruxelles, ou certains lieux très ouverts comme l'Espace Senghor : les cultures modernes de l'Afrique sont relativement bien représentées depuis une vingtaine d'années, mais il ne s'agit pas de recherche. On notera cependant encore les activités du CILTADE, animé par Clémentine Faïk-Nzuji sur le site de Louvain-la-Neuve. Enfin, *last but not least*, l'ensemble des initiatives placées sous le titre *Papier blanc, encre noire*, qui a débouché aujourd'hui sur la collection "Congo-Meuse", a permis, en définitive, le principal apport aux études littéraires africaines de ces vingt dernières années. Centré sur l'Afrique centrale et son histoire culturelle, y compris coloniale, cet ensemble de publications, de colloques et d'expositions a sans doute scellé, avant bien d'autres, une approche nouvelle dans l'histoire littéraire. On le doit à l'activité de Marc Quaghebeur, Commissaire au Livre de la Communauté française de Belgique, relayée par sa délégation à Kinshasa ; les Archives et Musée de la Littérature à Bruxelles ont dans ce cadre rassemblé des fonds importants sur l'Afrique centrale, compensant ainsi les carences observées dans les universités.

■ Pierre HALEN et Paul KERSTENS

FRANCE/MAGHREB

Le temps est bien éloigné, en France et ailleurs, où les recherches sur les littératures maghrébines apparaissaient comme incongrues, marginales et, en aucun cas, légitimées et légitimantes dans les parcours universitaires. Depuis la thèse d'Etat pionnière de Jacqueline Arnaud, à la fin des années 70, et les mises au point bibliographiques méticuleuses de Jean Déjeux, tout a changé. Un simple constat permet de le mesurer : l'impossibilité de l'exhaustivité, même en ne s'en tenant qu'à la France, ce qui n'a pas grand sens au regard de la mobilité universitaire scientifique.

Dans cette courte note indicative, nous nous proposons de pointer des tendances et des lieux pour donner une idée de l'état actuel de la recherche en la matière.

Il est évident que le premier instrument de mesure de l'ampleur prise par le domaine est l'outil de travail indispensable mis au point par Charles Bonn et que tout chercheur en littérature maghrébine connaît ou doit connaître : la banque de données LIMAG qui n'a cessé, depuis sa création, de s'enrichir et d'améliorer son accessibilité : www.limag.com

Ce site permet de connaître chercheurs et travaux, centres, manifestations diverses (et pas seulement manifestations scientifiques universitaires), bibliographies d'auteurs, bibliographies critiques, recensement des thèses, thèses en ligne, articles en ligne, etc. La richesse de cet outil de travail n'est plus à démontrer et il suffira de s'y reporter pour pallier les